

Non à la relance du nucléaire

Rassemblement à Tours le 16 février à 19h
lors de la réunion de la commission Nationale du débat public sur la relance du nucléaire, place Gaston Pailhou (près des Halles).

Les militant.es qui souhaitent débattre des futures actions contre cette relance du nucléaire se retrouveront à partir de 14h à la salle polyvalente du centre Sanitas, 10 place Neuve (près du Palais des Sports). Ils et elles se rendront au rassemblement en manifestation.

Un empressement gouvernemental a ignoré un semblant de concertation: alors même que le débat public sur la relance du nucléaire est encore en cours, le gouvernement a déjà déposé un projet de loi visant à accélérer les procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires. Le mardi 24 janvier, le Sénat a rendu un scrutin majoritairement favorable à ce projet de loi et un détricotage de lois précédentes limitant la puissance nucléaire à 63GW et à 50% la production nucléaire. Valider ce projet alors même que le débat public n'est pas clos, nous montre que, pour le gouvernement, la décision sur la relance du nucléaire semble déjà prise.

6 bonnes raisons contre la relance du nucléaire

Trop risqué

La guerre en Ukraine, pays nucléarisé démontre les risques immenses que font courir les centrales nucléaires. Elles deviennent des armes, des buts de guerre et des cibles. Tchernobyl et Fukushima ont aussi malheureusement démontré que le risque de catastrophe est avéré et les conséquences incommensurables en font une énergie inacceptable à tout point de vue. En France, à au moins 3 reprises, la catastrophe a été frôlée (St Laurent des Eaux 1969 et 1980, Blayais décembre 1999). Construire à nouveau des réacteurs c'est repartir pour 60 ans de risque.

Trop tard

Le dérèglement climatique est là et c'est maintenant qu'il faut mettre en œuvre les mesures pour diminuer les gaz à effet de serre. Pas dans 10 ou 20 ans. Or le temps de construction d'un réacteur EPR est au moins 10 ans et dans le cas de Flamanville, il a déjà dépassé les 15 ans tandis qu'à Olkiluoto en Finlande, il atteint 17 ans pour un réacteur qui ne marche pas vraiment. Le président Macron a reconnu que la mise en service de nouveaux réacteurs ne pouvait être au mieux avant 2035. Du fait des défauts de conception et de construction de l'EPR, l'IRSN et la CRIIRAD estiment que la mise en service ne saurait être envisageable avant 2045. Si l'on fait le bilan carbone de l'énergie nucléaire de l'extraction de l'uranium jusqu'au démantèlement, en passant par la construction du réacteur, ce n'est pas une énergie décarbonée comme l'industrie nucléaire veut le faire croire. Les réacteurs actuels ont été conçus pour une durée initiale de 30 ans. Or 51 sur 56 réacteurs ont dépassé ce délai ce qui explique en partie les nombreux problèmes et l'arrêt de 32 réacteurs cet été. La situation énergétique impose en plus d'une sobriété, de développer de toute urgence les renouvelables, qui elles, peuvent être rapidement mises en œuvre.

Trop cher

Le coût de l'EPR de Flamanville a dépassé les 20 milliards d'euros si l'on se réfère à la Cour des comptes. Le prix de revient du MWh de l'EPR (s'il arrive à produire !) est plus du double de celui des énergies renouvelables. Le rafistolage des réacteurs a été évalué à 100 milliards d'euros. EDF est endetté à plus de 60 milliards d'euros et construire 6 EPR fera doubler la dette. Et ne parlons pas des incertitudes sur le démantèlement et les déchets radioactifs.

Trop vulnérable

La sécheresse de cet été a démontré la vulnérabilité des réacteurs au dérèglement climatique, EDF a dû demander des dérogations pour 5 d'entre eux en raison de rejets qui augmenteraient trop la température des cours d'eau. Ce sont les réacteurs qui sont de loin les plus gros consommateurs d'eau pour leur refroidissement. La tempête de l'hiver 1999 a montré la fragilité aux risques d'inondation de la centrale du Blayais et le tsunami de mars 2011 au Japon a provoqué la catastrophe de Fukushima. La guerre en Ukraine pointe aussi la vulnérabilité des sites nucléaires.

Trop polluant

Toutes les centrales rejettent de la radioactivité et des produits chimiques dans le milieu ambiant que ce soit dans l'air, l'eau ou les sols. Or la CIPR (Commission Internationale de Protection Radiologique) reconnaît que toute dose de radioactivité comporte un risque mutagène et cancérigène. Le plutonium au millionième de gramme inhalé entraîne un cancer du poumon. Et il n'y a aucune solution satisfaisante pour confiner les déchets radioactifs de l'industrie nucléaire que ce soit les tonnes de combustible usé hautement radioactif ou les 200 millions de tonnes issus de l'extraction minière de l'uranium.

Trop dépendant

La dernière mine d'uranium en France a fermé en 2001. L'uranium vient à 40 % du Kazakhstan en passant par la Russie. Et c'est en Sibérie que l'industrie nucléaire expédie des milliers de tonnes d'uranium appauvri ou de retraitement, déchets dont l'industrie ne sait que faire. La France se garde bien d'appliquer des sanctions à l'égard de la société russe ROSATOM avec qui elle a des liens commerciaux trop importants.

100% renouvelables

Les études démontrant la faisabilité d'un scénario 100% renouvelables, se multiplient. Les énergies renouvelables sont une source importante d'économie financière. Manque la volonté politique de les mettre en œuvre. En juillet dernier, le secrétaire américain à l'énergie a déclaré que le développement des renouvelables est le plus grand plan de paix. Refusons la relance du nucléaire, une énergie dépassée qui n'a pas sa place dans un monde en paix, soucieux de la préservation de son environnement, des territoires, de la planète et de ses habitants et habitantes.

Tribune à l'initiative du Collectif anti-nucléaire Ouest – contact@can-ouest.org

Covoiturage, inscription : au départ du Mans 0646757601 - la Flèche 0645307466

Ou sortirdunucléaire72@orange.fr